

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant mise en demeure,
du Groupement d'Intérêt Économique (GIE)
« GPT FABRICANTS DE CARRELAGES DE SALERNES »,
de respecter les prescriptions applicables à la cessation de ses activités d'exploitation d'une
carrière anciennement exploitée au lieu dit « Gaudran » à Salernes.**

Le préfet du Var,

Vu le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
Vu le décret du président de la République du 15 mai 2025 nommant M. Simon BABRE préfet du Var ;
Vu le décret du président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;
Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées consécutif à la visite du 7 octobre 2025 transmis à l'exploitant par courrier recommandé distribué le 7 novembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;
Considérant que lors de la visite en date du 7 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la zone de stockage n'est pas remise en état ;
Considérant que ce constat :

- constitue un manquement aux dispositions de l'article 12.2 de l'arrêté ministériel relatif à la mise en sécurité, l'insertion paysagère et le nettoyage du site ;
- constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de remise en état au niveau de l'ancienne zone de stockage peut présenter un danger (chute) ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le GIE "GPT FABRICANTS DE CARRELAGES DE SALERNES", de respecter les dispositions de l'article 12.2 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var :

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

Le Groupement d'Intérêt Économique (GIE) « GPT FABRICANTS DE CARRELAGES DE SALERNES » (SIRET 682 860 010 00011) qui exploitait une carrière d'argile sise lieu-dit « Gaudran » sur la commune

de Salernes est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 12.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 en finalisant la remise en état du site d'exploitation au niveau de l'ancienne zone de stockage de manière à la mettre en sécurité.

L'exploitant est tenu de se mettre en conformité sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Notification et Publicité

Le présent arrêté sera notifié à la GIE « GPT FABRICANTS DE CARRELAGES DE SALERNES" dont le siège social est situé ZA La Baume, (83690) Salernes

En application de l'article R171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Recours

Conformément à l'article L171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application des articles R514-3-1 et L514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée auprès du tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Elle peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans ce même délai, qui prolonge de deux mois les délais ci-dessus mentionnés.

Le tribunal administratif de Toulon peut être saisi, par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou soit au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au maire de Salernes et à la sous-préfète de Draguignan.

Fait à Toulon, le

15 DEC. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI